Les coordonnées de 35 000 soldats israéliens et du Mossad ont été divulguées sur Telegram

écrit par Monique B | 26 novembre 2024

Leurs informations personnelles publiées sur Telegram relancent les débats sur les crimes de guerre et la compétence universelle.

Leurs informations personnelles publiées sur Telegram relancent les débats sur les crimes de guerre et la compétence universelle.

Une fuite sur Telegram a exposé les données personnelles de 35 000 soldats israéliens, visant à faciliter leur poursuite pour crimes de guerre.

Une fuite de données sans précédent

Les données personnelles de 35 037 soldats israéliens et agents du Mossad ont été rendues publiques sur une chaîne Telegram baptisée *Middle East Spectator*. Ce geste est présenté comme une tentative de les traduire en justice à l'international pour crimes de guerre. Cette fuite intervient dans un contexte où la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, et l'ex-ministre de la Défense Yoav Gallant.

Middle East Spectator avait déjà fait parler aux États-Unis puisqu'une enquête avait été ouverte après la divulgation de documents classifiés sur une attaque d'Israël en Iran.

La compétence universelle, un outil judiciaire mondial

Selon *The Media Line,* cette divulgation de 400 pages d'informations personnelles classifiées sur les membres de Tsahal et du Mossad repose sur le principe de la compétence universelle, un concept juridique permettant à un État de poursuivre des crimes graves (génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, même s'ils ont été commis hors de ses frontières et n'impliquent pas ses citoyens. Selon Hilly Moodrick-Even Khen, experte en droit international, ce mécanisme existe depuis environ 20 ans et vise à juger les actes jugés inacceptables pour la communauté internationale.

En décembre 2023, l'Afrique du Sud a porté plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice, l'accusant d'actes génocidaires à Gaza. La publication des données personnelles sur Telegram semble s'inscrire dans cette logique, les militants espérant multiplier les plaintes dans plusieurs juridictions.

La stratégie des réseaux sociaux : exposition ciblée

Au-delà du volet juridique, cette bataille s'étend aux réseaux sociaux, où des militants cherchent à identifier et traquer les militaires israéliens. Des plateformes comme *Israel Genocide Tracker* compilent des photos et informations personnelles issues de profils publics, accentuant la pression sur les Israéliens à l'étranger. Selon un réserviste israélien, identifié sous le pseudonyme d'Eyal :

> « *J'ai modifié mes paramètres de confidentialité, mais je pense qu'il vaut mieux éviter de voyager en Europe pour l'instant.* »

Mesures de sécurité et réactions israéliennes

Face à cette fuite, l'armée israélienne rappelle strictement aux soldats de limiter leurs publications en ligne,

interdisant notamment tout partage de contenu en temps réel lié à leur service. De plus, les Israéliens à l'étranger sont encouragés à rendre leurs profils privés et à éviter tout sujet militaire lors de leurs interactions.

Le ministère de la Défense israélien et l'armée n'ont pas commenté officiellement la fuite, mais le gouvernement rejette catégoriquement les accusations de crimes de guerre, affirmant disposer d'un cadre juridique interne rigoureux pour enquêter sur ses opérations militaires.

par Le Média en 4-4-2

https://lemediaen442.fr/les-coordonnees-de-35-000-soldats-israeliens-et-du-mossad-ont-ete-divulguees-sur-telegram/